<p style="text-align: center;">Proposition d'amendement Assemblée plénière du 24/10/2011 Dossier n° 1 de la Commission 25 (finances)</p>
--

A l'occasion de l'Assemblée plénière du Conseil Général de la Gironde du 24 octobre 2011, le groupe Gironde Avenir propose un amendement à la délibération n°1 de la Commission 25 (finances) sur « l'adaptation du règlement financier du Conseil Général de la Gironde » :

Chapitre 5 :

5-4-2 Démarrage anticipé

La délivrance d'une dérogation pour commencer les travaux ou acquérir du matériel par anticipation, est exceptionnelle.

Des situations particulières dûment justifiées par des circonstances liées à l'urgence, l'obligation de sécurité des biens et des personnes, *la période de travaux dépendante et/ou induite par le calendrier scolaire* ou tout autre motif, peuvent amener les communes ou les groupements à solliciter une dérogation afin d'engager les travaux ou l'acquisition de matériel, avant la date de décision d'attribution de la subvention en Commission Permanente. Cette demande devra faire l'objet d'un courrier spécifique.

Après instruction de la demande, la décision de dérogation sera soumise par le Directeur Général des services au Président ou au Vice-Président habilité à cette fin.

La dérogation, si elle est délivrée, ne préjuge en rien de la décision d'attribution d'une subvention, ni des délais de traitement du dossier.

** en italique : (rajout à l'article)*

5-4-3 Instruction du dossier (en lieu et place de l'article 5-4-3 Accusé de réception)

La date de la demande prise en compte sera la date de réception du dossier au sein du Conseil général. Un courrier d'accusé de réception obligatoirement issu du logiciel de gestion des subventions sera dans tous les cas établi par les services.

Ce courrier renseignera aussi sur :

- Le service instructeur destinataire de votre demande
- Le numéro d'enregistrement attribué à votre dossier

Durant la procédure les services ont toute latitude pour demander les pièces complémentaires nécessaires à l'appréciation du dossier.

Dans un délai maximum de quatre mois commençant à courir à la date de l'accusé de réception et sous réserve que les pièces complémentaires aient été retournées dans les services concernés, le Conseil Général transmet une réponse au demandeur soit :

- en lui confirmant que son dossier est complet et conforme aux programmes départementaux.
- en l'informant de façon motivée et circonstanciée que sa demande est refusée.

Les dossiers complets sont ensuite soumis à l'assemblée délibérante. Les décisions d'attribution interviennent, en dehors des cas de force majeure, en fonction de l'ordre de réception des dossiers et des priorités fixées par l'assemblée départementale dans la limite des enveloppes budgétaires votées.